

DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT LOCAL
ET DE L'ENVIRONNEMENT
Bureau de l'Environnement

PREFET DE L'INDRE

**Arrêté préfectoral du 22 juillet 2019 portant mise en demeure à l'encontre de la société
MALTERIES FRANCO-SUISSES
dont le siège social est situé à ISSOUDUN (36 104) 74 rue des Alouettes,
dans le cadre de l'exploitation du site qu'elle exploite à la même adresse**

LE PRÉFET
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-1, L. 514-5 ;

Vu le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de M. Thierry BONNIER en qualité de Préfet de l'Indre ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié relatif aux risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2008-03-004 du 3 mars 2008 autorisant la société Malteries Franco-Suisses à poursuivre ses activités 74, rue des Alouettes sur le territoire de la commune d'Issoudun ;

Vu l'étude de dangers du 20 octobre 2006, complétée les 8 décembre 2006 et 24 janvier 2007 concernant les silos de stockage de céréales exploités par la société Malteries Franco-Suisses et implantés 74, rue des Alouettes sur le territoire de la commune d'Issoudun ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 17 avril 2019, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le courrier en date du 28 mai 2019 informant l'exploitant, conformément au premier alinéa de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, de la proposition d'arrêté de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 24 juin 2019 ;

CONSIDÉRANT que l'établissement exploité par la société Malteries Franco-Suisses à Issoudun comporte des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2160 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement dont les risques et nuisances sont réglementés par l'arrêté ministériel susvisé du 29 mars 2004 modifié ;

CONSIDÉRANT que les installations de stockage en vrac de céréales sont susceptibles, en cas d'accident les affectant, de générer des effets au-delà des limites de propriété du site, notamment des effets de surpression ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié, dans les silos existants, en cas d'impossibilité technique de mise en place des surfaces soufflables ou des événements dans des espaces sous-cellules et des tours de manutention en béton, les équipements présents dans les volumes non éventés (élévateurs, transporteurs, dépoussiéreurs, nettoyeurs, émotteurs, séparateurs, broyeurs, filtres, etc.) doivent au minimum :

- être rendus aussi étanches que possible et être équipés d'une aspiration (excepté pour les filtres), afin de limiter les émissions de poussières inflammables,
- et (excepté pour les transporteurs) :
 - posséder des surfaces éventables ou être dimensionnés de façon à résister à l'explosion ou être équipés d'un dispositif de suppression de l'explosion,
 - et/ou disposer d'un découplage permettant d'éviter que l'explosion ne se propage dans une canalisation ou par une alimentation ou disposer d'un dispositif d'isolation de l'explosion ;

CONSIDÉRANT que l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté lors de l'inspection du site le 19 mars 2019 que l'exploitant ne dispose pas d'une note de synthèse présentant de manière explicite les choix techniques retenus concernant les mesures de protection décrites ci-avant et mise en œuvre dans ses silos ;

CONSIDÉRANT que l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté lors de l'inspection du site le 19 mars 2019 que la surface des évents des capacités de stockage du silo U1 ne répond pas aux préconisations et dimensionnements figurant dans l'étude des dangers du 20 octobre 2006 ;

CONSIDÉRANT que l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté lors de l'inspection du site le 19 mars 2019 que les alimentations directes du silo Orge n'ont pas été aménagées ;

CONSIDÉRANT que l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté lors de l'inspection du site le 19 mars 2019 que les têtes des élévateurs du silo U3 ne comportent pas d'évents ;

CONSIDÉRANT que l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté lors de l'inspection du site le 19 mars 2019 la présence d'un atelier de mécanique et de locaux sociaux dans l'espace sous cellule de l'Unité 1 ;

CONSIDÉRANT que ces constats ne permettent pas à l'exploitant d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 171-8-I du code de l'environnement prévoit qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu de ce même code aux installations et activités, l'autorité administrative met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

CONSIDÉRANT que l'inspection des installations classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire, lors de sa visite d'inspection du 19 mars 2019 des installations exploitées par la société Malteries Franco-Suisses à Issoudun, a constaté l'inobservation des dispositions des articles 9.1.4 et 9.1.5 de l'arrêté préfectoral n° 2008-03-004 précité du 3 mars 2008 ainsi que le non-respect des engagements pris par l'exploitant au travers de l'étude de dangers susvisée du 20 octobre 2006 ;

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société Malteries Franco-Suisses, dont le siège social est situé 74, rue des Alouettes à ISSOUDUN (36 104), pour les activités qu'elle exploite à la même adresse, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 : Prévention des risques technologiques

Article 2.1 – Distances d'isolement (article 9.1.4 de l'arrêté préfectoral du 3 mars 2008) – Délai : 1 mois à compter de la notification du présent arrêté

Tout local administratif est éloigné des capacités de stockage et des tours de manutention.

Cette distance est d'au moins 10 m pour les silos plats et 25 m pour les silos verticaux.

On entend par local administratif, un local où travaille du personnel ne participant pas à la conduite directe de l'installation (secrétaires, commerciaux...).

Les locaux utilisés spécifiquement par le personnel de conduite de l'installation à savoir : vestiaires, sanitaires, salles des commandes, poste de conduite, d'agrèage et de pesage, ne sont pas concernés par le respect des distances minimales fixées au 1^{er} alinéa du présent article.

Article 2.3 – Mesures de protection contre le risque d'explosion

Article 2.3.1 – Dispositif de découplage (article 9.1.5.1 de l'arrêté préfectoral du 3 mars 2008) – Délai : 6 mois à compter de la notification du présent arrêté

Les dispositifs de découplage identifiés dans l'étude de dangers du 20 octobre 2006 et nécessaires afin d'éviter la propagation des éventuelles explosions entre les différents volumes des silos sont dimensionnés de manière à résister à une explosion primaire débutant dans l'un des volumes adjacents, pour éviter qu'une explosion se transmette d'un sous-ensemble à l'autre.

Lorsque le découplage est assuré par des portes, celles-ci :

- sont maintenues fermées en permanence, hors passage, au moyen de dispositifs mécaniques ;
- et sauf justification contraire, doivent s'opposer efficacement à une explosion débutant dans la tour de manutention, en s'ouvrant des galeries, ou espaces sur ou sous cellules, vers la tour de manutention.

L'obligation de maintenir les portes fermées est affichée à proximité et facilement visible par le personnel.

Article 2.3.2 – Dispositifs de découplage complémentaires (article 9.1.5.1 de l'arrêté préfectoral du 3 mars 2008) – Délai : 3 mois à compter de la notification du présent arrêté

Les alimentations directes des cellules de l'ensemble des silos sont supprimées ou aménagées de manière à éviter la propagation d'une explosion provenant d'un élévateur vers l'intérieur des cellules.

Article 2.3.3 – Moyens techniques permettant de limiter la pression liée à l'explosion dans les volumes découplés (article 9.1.5.2 de l'arrêté préfectoral du 3 mars 2008) – Délai : 6 mois à compter de la notification du présent arrêté

Pour l'ensemble des silos, les moyens techniques nécessaires afin de limiter la pression liée à l'explosion dans les différents volumes, tels que définis dans l'étude des dangers du 20 octobre 2006, sont mis en œuvre.

Article 2.3.4 – Note de synthèse (article 9.1.5.1 de l'arrêté préfectoral du 3 mars 2008) – Délai : 7 mois à compter de la notification du présent arrêté

Une note de synthèse présente de manière explicite les choix techniques retenus en fonction des aménagements nécessaires pour respecter les dispositions des articles 2.3.1, 2.3.2 et 2.3.3 du présent arrêté, ainsi que le cas échéant, les justifications en application de l'article 9.1.5.3 de l'arrêté préfectoral du 3 mars 2008.

Dans un délai de 3 mois à notification du présent arrêté, l'exploitant communique à l'inspection des installations classées les solutions retenues pour respecter les dispositions des articles 2.3.1, 2.3.2 et 2.3.3 du présent arrêté, accompagnées des résultats des analyses et évaluations réalisées par l'INERIS, dans ce cadre.

Article 3 : Sanctions

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, l'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté peut entraîner l'application des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 4 : Publicité

Conformément à l'article R171-1 du code de l'environnement, la présente décision sera publiée sur le site internet des services de l'État dans l'Indre pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Limoges, par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté.

Article 6 : Notification

Le présent arrêté sera notifié à la société Malteries Franco-Suisses, dont le siège social est situé 74, rue des Alouettes à Issoudun.

Article 7 : Exécution

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Indre, Monsieur le Maire d'Issoudun, et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

Pour le Préfet,
et par délégation
La Secrétaire Générale,



Lucile JOSSE